

La convention citoyenne pour le climat

Par André Chassaigne (p. 7)

COMMUNISTES

Municipales

**Un coup d'arrêt pour
Macron (pp. 3-4)**



vidéo

**Les Français.es
ne veulent pas
de la politique du
gouvernement
ni dans leur ville,
ni dans leur pays**

L'AIR DU TEMPS

Globish

La banque Goldman Sachs (tiens, elle est toujours ouverte, celle-là ?) publie la liste des « 50 GS World Winners ». C'est le JDD, ce week-end, qui l'écrit, sans même se donner la peine d'ailleurs de traduire. Ils doivent se dire, chez Lagardère, que tout le monde cause globish. Bref, la liste en question cible les 50 firmes internationales qui promettent les plus beaux bénéfices (par action) ces prochaines années. On y découvre que « les plus grosses capitalisations boursières européennes sont désormais des groupes pharmaceutiques ». Faudrait peut-être donner l'info à M^{me} Notat, paraît qu'elle sait pas trop comment financer une nouvelle politique de santé. 🇫🇷

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse : €

**“En pleine bataille des retraites
donner les moyens au PCF d'intervenir”**

Chèque à l'ordre de “ANF PCF” : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

La pelle du 28 juin, (suite)



PCF - Parti Communiste Français

23 juin, 17:50 · 🌐

Cisjordanie



En replay



Après les municipales, des défis immédiats à relever pour le PCF

Voilà donc la séquence municipale terminée. Les militant·e·s communistes, les directions locales et nationales y ont engagé toutes leurs forces alors même que nos vies personnelles étaient bouleversées par la crise sanitaire. Je veux d'abord saluer cet engagement dans une période très éprouvante et un scrutin inédit. L'heure est désormais au bilan et aux perspectives de travail pour relever les défis immédiats posés au pays et à notre parti. Comme après chaque élection, chaque lutte, il nous faut prendre le temps d'approfondir l'analyse de nos résultats, les avancées obtenues comme les échecs.

Comment se caractérise la crise démocratique qui marque ce scrutin ? Quels obstacles identifiés et quels points d'appui peut-on tirer de cette séquence pour faire progresser une union populaire, rassembler les travailleurs·euses pour de nouvelles avancées sociales et écologiques ? Quelle nouvelle étape de la recomposition politique ? Quelles sont les raisons profondes de nos échecs dans plusieurs grandes villes à direction communiste, des éléments communs aux raisons plus locales ? Quelles conséquences pour les prochaines échéances ? Quelles dynamiques politiques ont permis nos conquêtes ou nos reconquêtes qui, notons-le, se font souvent pour la première face à la droite ? Ces premières questions et bien d'autres ne peuvent être différées si nous voulons aborder la suite de notre action politique avec lucidité et obtenir des avancées.

Cette analyse est d'autant plus importante qu'après un peu de repos estival le calendrier des prochains mois sera dense. Après l'adoption de notre projet de sortie de crise, nous allons le mettre largement en débat à travers un site internet national <https://www.lafranceencommun.fr/> lancé dans les jours qui viennent et permettant aux adhérent·e·s du Parti et à tous nos concitoyen·ne·s de contribuer. D'ores et déjà, la violence de la crise économique nous impose de construire une réponse politique du Parti à la hauteur de l'offensive du capital. C'est le sens de notre présence dans les luttes partout dans nos départements et du travail engagé nationalement qui sera marqué par une séance dédiée à l'enjeu de l'emploi lors d'un Conseil national les 29 et 30 août avec l'ambition de construire une initiative nationale de notre parti.

Les échéances sénatoriales sont un enjeu qui doit mobiliser pleinement les départements concernés cet été en vue de l'élection fin septembre. Les départementales et régionales de 2021 représenteront



un autre défi de taille. Nous saurons probablement la semaine prochaine officiellement les intentions du Président qui se livre depuis plusieurs jours à un chantage scandaleux sur leur tenue, évoquant un report possible après la présidentielle. Si elles sont confirmées pour mars prochain, c'est un défi immédiat pour notre parti. Dès septembre, nous aurons à acter dans tous les départements et régions de premières décisions de mise en action de notre parti pour ces échéances. Garder et conquérir des positions sera essentiel au regard du rôle de ces institutions pour répondre aux besoins de nos concitoyen·ne·s. Pour être à la hauteur de tous ces défis, un réel état des lieux de l'organisation du Parti dans toutes nos structures locales est nécessaire. Une des leçons de l'élection municipale est sans conteste l'atout que représente un parti organisé et animé activement par ses directions pour réaliser des percées politiques. Le travail sur nos fichiers, des campagnes d'adhésion offensives, la formation de nouveaux·elles responsables, la bataille du financement de nos activités compteront pour la suite. Profitons de l'été pour nous fixer des objectifs et pour construire des initiatives permettant de débattre avec nos concitoyen·ne·s des résistances et de l'alternative à construire. Des modèles de matériels nationaux seront mis à disposition cet été sur l'enjeu de la santé, avec une campagne européenne pour un vaccin gratuit, et l'enjeu de l'emploi.

Bon été à toutes et tous ! ✪

Igor Zamichiei

coordinateur de l'exécutif national

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.



Je verse : € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Déclaration de Fabien Roussel

Les Français·es ne veulent pas de la politique du gouvernement, ni dans leur ville, ni dans leur pays

Le second tour des élections municipales s'est déroulé dans un contexte totalement inédit. Un tournant est pris pour plus de justice sociale et plus d'écologie.

Et même si l'abstention atteint un record, le signal envoyé au Président de la République et à sa majorité est clair : les Françaises et les Français ne veulent pas de sa politique dans leur ville ni dans le pays ! C'est un échec lourd pour toutes celles et ceux qui espéraient conquérir de nouvelles villes avec l'étiquette En Marche. Et ce scrutin montre que là où les forces de gauche et écologistes se sont unies avec des citoyens pour mettre les politiques sociales de solidarité et écologiques au cœur de leur ville, elles ont gagné. Dans toutes ces villes, le Parti communiste français a été un acteur de ces victoires et participera à ces nouvelles majorités, à Marseille, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Poitiers, Nancy.

Avec ses 233 maires élus au premier tour, ceux élus au second, le PCF demeure une force incontournable en France. Ils seront des points d'appui pour défendre le climat avec l'accès à des transports collectifs moins chers, voire gratuits, pour l'accès à des logements de qualité, pour encadrer le prix des loyers, pour accéder à des centres municipaux de santé. Ils seront au service de la défense de l'emploi, pour le développement des services publics, pour mettre en place des cantines bio, et favoriser l'accès à la culture et aux sports pour tous.

Cette élection était là aussi pour exprimer les inquiétudes, les colères de nos concitoyens face à cette crise, mais aussi leurs espoirs de changement.

Et nous avons entendu durant cette campagne beaucoup de témoignages de salarié·e-s en colère contre des plans sociaux injustes et purement financiers. Et nous sommes pleinement aux côtés des Renault, des General Electric, des Luxfer, des travailleurs de la propreté, ceux d'ONET, des salariés de l'aéronautique, d'Air France, des enseignants, des soignant·e-s, des aides à domicile, du monde de la culture et des arts en souffrance aujourd'hui.

Nous avons aussi entendu les inquiétudes des familles qui ont du mal à boucler les fins de mois, alors que le gouvernement ne veut ni rétablir l'ISF, ni taxer les dividendes et le capital ; nous participons à la solidarité auprès des plus fragiles face à la pauvreté qui augmente.

Nous avons soutenu les nombreuses PME et petites entreprises abandonnées par leurs banques et les assurances riches comme Crésus.

Oui, c'est le monde du travail qui paye cette crise, ce sont les petits qui restent les plus exposés face à la pandémie. Mais le capital, la finance,



les plus riches conservent leur train de vie et leurs privilèges. Cette injustice et ces inégalités ne sont plus acceptables.

C'est pourquoi les très bons résultats des forces de gauche et écologistes comme ceux du PCF sont importants à l'issue de ce scrutin.

Déjà, lors du 1^{er} tour, les candidat·e-s de notre parti, à la tête de listes de gauche, écologistes et citoyennes, avaient enregistré de nombreux succès : 233 communes de plus de 1 000 habitant·e-s choisissaient un maire communiste, dont 100 communes de plus de 3 500 habitants.

Parmi elles, Montreuil, 108 000 habitants, où Patrice Bessac et sa liste ont été largement plébiscités par les électeurs. Avec 5 villes perdues et 10 villes gagnées, le Parti communiste s'est ainsi renforcé dans tout le

pays, en nombre de maires et en nombre d'élus locaux lors du premier tour.

Pour ce second tour, les communistes conduisaient des listes de rassemblement dans 109 communes, dont 40 sortants.

Dans les villes de plus de 10 000 habitants, nous enregistrons quelques conquêtes, comme Bobigny, Villejuif, Noisy-le-Sec, Tergnier... Je souhaite aussi saluer la victoire de ma collègue Huguette Bello à Saint-Paul-de-La Réunion, ville de plus de 100 000 habitants. En revanche, pas de victoire au Havre malgré la belle campagne de Jean-Paul Lecoq à la tête d'une liste citoyenne.

Durant cette élection, nous n'avons eu qu'une seule boussole : là où les alliances ont été nombreuses entre la droite et La République en Marche, le PCF s'est largement attaché au rassemblement des forces de gauche et écologistes, pour empêcher la droite de faire main basse sur de nouvelles communes et pour que de nouvelles majorités de progrès soient élues, en particulier dans les grandes villes. Nous étions très actifs dans de nombreuses listes de gauche et écologistes. Le PCF contribue ainsi au succès dans de nombreuses villes, comme à Lyon, Bordeaux, Marseille. Dès demain, les élu·e-s communistes seront mobilisé·e-s aux côtés de tous les salariés confrontés à la cascade de fermetures d'entreprises ou de plans sociaux, aux côtés de celles et ceux qui travaillent à une reconquête des services publics et d'une industrie adaptée aux besoins de la société et au défi écologique.

Enfin, notre peuple pourra compter sur toutes ces femmes et ces hommes pour s'opposer aux politiques d'Emmanuel Macron et de son Premier ministre, pour promouvoir des politiques répondant aux urgences sociales et climatiques. La réforme des retraites comme celle de l'assurance chômage doivent être abandonnées.

Oui, cette élection constitue un premier coup d'arrêt électoral pour le parti du Président de la République.

De grands combats nous attendent maintenant. Allons gagner d'autres victoires dans les semaines qui viennent, avec les salarié·e-s, les jeunes, les retraité·e-s qui souffrent tant des politiques actuelles.

Plus que jamais, rassemblons-nous pour faire gagner l'être humain et la planète ! 🌱

Fabien Roussel
secrétaire national du PCF
Paris, le 28 juin 2020

Premiers éléments d'analyse d'un second tour singulier

Le deuxième tour de ces municipales, outre les circonstances particulières qui ont présidé à son déroulement et à celui de la campagne d'entre deux tours, a été presque une nouvelle élection à part entière dans un contexte politique et social différent de celui de mars.

Nous sommes passés d'un 1^{er} tour ayant lieu en pleines luttes sociales sur les retraites, à un 2^e tour se déroulant dans une période anxiogène d'explosion du chômage et de demande de protection, qu'elle soit sanitaire, environnementale ou sociale.

Contrairement aux autres municipales, les listes arrivées en tête au premier tour n'ont pas toujours pu bénéficier de la force d'entraînement nécessaire à des rassemblements de second tour. C'est pourquoi, par rapport à 2014, les triangulaires, les quadrangulaires, voire les pentagulaires se sont multipliées. Avec certes des inégalités.

L'abstention, comme au premier tour, a explosé, atteignant des nouveaux records tous types d'élections confondus. Certes, il existe des raisons conjoncturelles dues au Covid-19 pour expliquer ce niveau inédit d'abstention, mais ce conjoncturel s'inscrit dans un mouvement de hausse tendancielle et structurelle de l'abstention. La partie la plus populaire de l'électorat, et pas seulement elle, se reconnaît de moins en moins dans le système institutionnel, ce qui pose un problème majeur, en particulier aux ambitions de notre parti pour notre pays.

Dans le cadre de cette forte abstention, les Verts, avec des listes de rassemblement large de gauche où généralement notre parti est bien présent, réussissent une percée dans les métropoles et les grandes villes. Ce qui doit inciter le PCF à approfondir notre travail déjà engagé de critique de l'écologie politique.

Pour LREM ces élections sont un échec et un désaveu ; ils ne doivent leurs rares victoires qu'en cas de maires sortants bien implantés et ayant scrupuleusement camouflé leur nouvelle étiquette politique.

Le PS, après l'effondrement de 2014, maintient globalement son influence souvent sous l'étiquette divers gauche, avec quelques conquêtes, en particulier sur les autres forces de gauche, et quelques pertes historiques comme Bondy, Poitiers ou Lorient.

La droite conserve globalement ses gains de 2014 mais connaît des défaites sévères dans nombre de grandes villes comme Marseille et Bordeaux.

Le RN et l'extrême droite voient leur nombre de conseillers municipaux se restreindre ; mais à l'exception de Mantes-la-Ville qu'il perd, le RN se renforce dans les villes qu'il avait gagnées en 2014 et il gagne une ville de 100 000 habitants avec Perpignan.

Pour sa part, le PCF, après de bons résultats au premier tour, connaît un second tour plus clair-obscur avec la perte cruelle de certaines municipa-

lités communistes importantes et pour certaines historiques. Certaines de ces pertes sont souvent liées à des situations de division à gauche et dans les majorités sortantes. À l'inverse, avec la conquête ou la reconquête de Corbeil, Bobigny, Noisy-le-Sec, Villejuif, il montre sa capacité à prendre des grosses villes tenues par une droite clientéliste. De plus, il gagne de nombreuses villes moyennes dans nombre de départements de province, élargissant ainsi sa base géographique. Et dans le sillage de rassemblements de gauche et écologique, il entre dans la majorité de nombre de conseils municipaux ou de métropoles de grandes villes.

Ces gains comme ces pertes appellent un travail important d'analyse qui prenne en compte les situations particulières comme les questions générales auxquelles nous sommes confrontés. Nous reviendrons dans nos prochaines éditions sur ce travail nécessaire

Yann Le Pollotec
adjoint au secteur Élections



Communes conquises de plus de 3 500 habitants

DÉP	COMMUNE	HABITANTS
02	Tergnier	13 456
03	Commentry	6 239
04	Château-Arnoux-Saint-Auban	5 139
14	Blainville-sur-Orne	5 801
31	Aussonne	6 984
34	Villeneuve-lès-Maguelone	10 012
35	Pont-Péan	4 463
38	Le Péage du Roussillon	6 680
42	Rive-de-Gier	15 184
55	Étain	3 580
57	Audun Le Tiche	6 753
58	Varennes-Vauzelles	9 298
59	Escautpont	4 192
59	Feignies	6 881
60	Mouy	5 288
66	Elne	8 941
69	Neuville sur Saône	7 514
76	Eu	6 883
83	La Cadière-d'Azur	5 550
91	Corbeil-Essonnes	51 292
93	Bobigny	53 640
93	Noisy-le-Sec	44 136
94	Villejuif	54 753

Municipalités communistes sortantes de plus de 3 500 habitants perdues

13	Artes	52857	59	Seclin	12463	77	Nangis	8652	94	Choisy-le-Roi	44 450
13	Gardanne	20407	59	Waziers	7477	78	La Verrière	6225	94	Valenton	14 796
13	La Penne-sur-Huveaune	6433	59	Auby	7285	80	Longueau	5550	94	Villeneuve-Saint-Georges	32 966
37	Château-Renault	5001	62	Marles-les-Mines	5615	91	Morsang-sur-Orge	21149	95	Bezons	28 976
37	Saint-Pierre-des-Corps	15866	62	Meurchin	3805	93	Aubervilliers	86061			
38	Fontaine	22411	69	Givors	19312	93	Saint-Denis	111354			
54	Varangéville	3668	72	Champagné	3857	93	Villetaneuse	13141			
59	Marty	11495	76	Grand-Couronne	9676	94	Champigny-sur-Marne	77 409			

Municipalités communistes sortantes de plus 3 500 habitants conservées

DÉP	COMMUNE	HABITANTS	DÉP	COMMUNE	HABITANTS	DÉP	COMMUNE	HABITANTS
02	Bohain-en-Vermandois	5 652	54	Jœuf	6 497	66	Alénya	3 534
03	Désertines	4 387	54	Mont-Saint-Martin	8 602	66	Cabestany	9 821
04	Les Mées	3 700	54	Villerupt	9 645	69	Vénissieux	65 405
06	Contes	7 420	57	Algrange	6 144	71	Saint-Vallier	8 654
13	La Bouilladisse	6 135	57	Serémange-Erzange	4 328	72	Allonnes	11 102
13	Ensuès-la-Redonne	5 483	57	Talange	7 699	76	Dieppe	29 606
13	Martigues	48 783	58	Clamecy	3 759	76	Gonfreville-l'Orcher	9 146
13	Noves	5 849	59	Douchy-Les-Mines	10 558	76	Harfleur	8 409
13	Port-de-Bouc	16 682	59	Escaudain	9 588	76	Le Houlme	4 067
13	Roquevaire	8 962	59	Somain	12 488	76	Oissel	11 647
13	Le Rove	5 121	59	Aulnoye-Aymeries	8 856	76	Saint-Étienne-du-Rouvray	28 696
13	Septèmes-les-Vallons	10 848	59	Avesnes-les-Aubert	3 634	76	Le Tréport	4 895
14	Dives-sur-Mer	5 702	59	Douchy-les-Mines	10 717	77	Champs-sur-Marne	24 780
14	Giberville	4 984	59	Flines-lez-Raches	5 544	77	Mitry-Mory	19 911
18	Saint-Germain-du-Puy	5 081	59	Guesnain	4 651	78	Limay	16 567
18	Vierzon	26 365	59	Louvroil	6 558	78	Magnanville	5 947
22	Ploufragan	11 398	59	Onnaing	8 782	80	Camon	4 397
24	Boulazac Isle Manoire	10 557	59	Raismes	12 642	84	Entraigues-sur-la-Sorgue	8 396
24	Trélissac	6 629	59	Rœulx	3 830	87	Ambazac	5 653
27	Brionne	4 325	59	Saint-Amand-les-Eaux	16 147	87	Saint-Junien	11 147
27	Gravigny	3 915	59	Trieth-Saint-Léger	6 261	91	Briis-sous-Forges	3 501
27	Saint-André-de-l'Eure	3 965	60	Montataire	13 345	91	Fleury-Mérogis	11 430
30	Aramon	4 258	60	Ribécourt-Dreslincourt	3 763	91	Grigny	28 958
30	La Grand-Combe	5 086	60	Thourotte	4 571	92	Bagneux	39 763
30	Rousson	4 064	62	Annay	4 337	92	Gennevilliers	46 653
30	Saint-Martin-de-Valgalgues	4 365	62	Lillers	10 058	92	Malakoff	29 973
38	Echirolles	35 855	62	Angres	4 439	92	Nanterre	94 258
38	Saint-Quentin-Fallavier	6 099	62	Annay	4 298	93	La Courneuve	42 485
38	Saint-Martin-d'Hères	38 634	62	Auchy-les-Mines	4 667	93	Montreuil	108 402
38	Salaise-sur-Sanne	4 542	62	Avion	17 900	93	Stains	39 618
40	Tarnos	12 363	62	Billy-Montigny	8 166	93	Tremblay-en-France	35 691
42	La Ricamarie	7 923	62	Calonne-Ricouart	5 466	94	Gentilly	17 442
42	Unieux	8 786	62	Grenay	6 889	94	Ivry-sur-Seine	60 771
45	Châlette-sur-Loing	12 746	62	Méricourt	11 688	94	Vitry-sur-Seine	92 755
45	Saran	16 379	62	Rouvroy	8 698	94	Bonneuil-sur-Marne	17 452
54	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	4 603	62	Saint-Étienne-au-Mont	5 085	94	Chevilly-Larue	19 347
54	Écrouves	4 375	62	Sallaumines	9 799	94	Fontenay-sous-Bois	53 424
54	Hussigny-Godbrange	3 511	63	Courpière	4 142	95	Fosses	9 622
54	Jarny	8 295	63	Billom	4 732	95	Marly-la-Ville	5 696
						95	Pierrelaye	8 168

Convention citoyenne pour le climat

Être lucides sur la méthode, traduire concrètement et budgétairement les avancées proposées

Après neuf mois d'auditions d'experts et de travaux propres, le rapport de la Convention citoyenne pour le climat, remis le 21 juin au gouvernement, constitue une somme assez inédite de propositions pour lutter contre le réchauffement climatique et contre la dégradation de l'environnement.

Bien entendu, le pouvoir a habilement travaillé en amont sur la « gouvernance » de la Convention, comme sur le pilotage des auditions et travaux des groupes de travail. Quant au panel de citoyens, que l'on peut juger représentatif de la société française, il ne doit en aucun cas occulter les biais inhérents à une méthode de travail au service du pouvoir.

La méthode et l'évolution du contenu de cette expertise citoyenne mériteraient une véritable analyse sociologique et politique. Le seul exemple des personnalités, des experts et des scientifiques retenus, soit comme « garants », membres du « Groupe d'appui et du Comité légistique », comme « intervenants » audités ou comme « chercheurs observateurs », suffit à révéler leur extrême homogénéité au regard des idées libérales. Quasiment aucune place n'a été laissée aux analyses « hétérodoxes » ou « alternatives » dans les différents champs scientifiques concernés, pas plus qu'en matière de représentation du mouvement syndical, voire associatif. Les « think tank » et cabinets spécialisés se sont taillés la part du lion dans le volume des interventions. Cela rappelle d'ailleurs étrangement la méthode construite pour les groupes de travail du Grenelle de l'Environnement en 2008, que j'avais dénoncée dans un chapitre de mon ouvrage *Pour une Terre commune : L'esprit Grenelle... ou la dérive démocratique*.

Faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain, sans analyser concrètement les mesures présentées ?

Non, bien au contraire. Et j'ai d'ailleurs tenu immédiatement à saluer

le travail de fond accompli.

Tout d'abord, parce que les arbitrages des citoyens ont confirmé la relation directe entre politique climatique et choix de justice sociale. En première intention, ils sont même allés souvent au-delà des limites légitimées par le pouvoir. Cela a été le cas avec les « débordements » sur la baisse du temps de travail ou sur la taxation des dividendes. Même si ces sujets de fond ont été tactiquement évacués, soit avant validation, soit par le Président de la République le lundi 29 juin, ils sont les témoins d'une nécessité d'intervenir sur le système capitaliste lui-même... une volonté qui reste bien entendu à construire et conscientiser.

Ensuite, parce que sur le périmètre direct de la Convention, parmi ses 149 propositions, des mesures essentielles pour notre avenir climatique ont été retenues. Elles peuvent et doivent servir de point d'appui pour les propositions législatives et budgétaires que nous portons depuis longtemps au Parlement.

Je pense, par ordre prioritaire d'efficacité climatique, à celles concernant **le secteur du logement et des bâtiments**, avec l'exigence d'une rénovation globale, assise sur un vrai service public de la rénovation énergétique avec guichet unique, accompagnement et suivi. Reste le volet de l'engagement budgétaire et financier, trop peu précisé par la Convention... et pour cause ! Mais appuyons-nous concrètement sur ce travail de la Convention **pour exiger dans le prochain budget les 10 à 15 milliards d'euros que nous jugeons nécessaires pour un soutien efficace à la rénovation annuelle de 700 000 logements et des bâtiments publics**.

Je pense ensuite au secteur **des transports**. Nous défendons depuis longtemps la nécessité d'investissements massifs sur le réseau ferroviaire, et voilà que la Convention citoyenne reprend ce même objectif en demandant à « développer un plan d'investissement massif



pour moderniser les infrastructures, les matériels roulants et les gares », avec notamment la hausse annuelle de près de 1,1 milliard d'euros des dépenses de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFIT).

C'est dans cet état d'esprit constructif et ambitieux que nous avons demandé que le Parlement se saisisse concrètement des travaux de la Convention, demandant **la création d'une commission parlementaire chargée d'examiner les propositions formulées**, afin qu'elles soient discutées avant d'être soumises au vote. ✪

André Chassaigne

député, président du groupe GDR

Mobilisation européenne pour un vaccin gratuit contre la Covid-19

Pas de profit sur la pandémie !

Le vaccin contre la Covid-19 ne doit pas être confisqué pour les profits capitalistes de l'industrie pharmaceutique mais doit être un bien commun et gratuit pour les peuples. Plus

de douze organisations de la gauche européenne, dont le PCF, membres de la GUE-NGL au Parlement européen, à l'initiative du PTB, s'engagent en commun pour diffuser une pétition européenne interpellant la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

En dépit des déclarations de cette dernière, la nécessité de

faire du vaccin un bien commun n'est absolument pas reprise dans la Stratégie européenne du vaccin dévoilée le 17 juin dernier. Telle qu'elle est formulée, la Stratégie européenne laisse l'industrie pharmaceutique décider du calendrier, des modalités de distribution et du modèle économique du futur vaccin. C'est honteux ! La gauche européenne exige à travers cette pétition que les investissements importants que promet la Commission soient dirigés vers la santé pour toutes et tous et non vers les intérêts privés de l'industrie pharmaceutique. Les recherches financées par les fonds européens doivent se poursuivre dans le cadre fixé par l'OMS de « patent pool » qui permet une mise en commun des recherches. Cela doit être une condition pour bénéficier d'un financement européen. C'est une question majeure de santé publique pour tous les peuples d'Europe.



C'est tout à fait possible de l'obtenir. Nous pouvons nous souvenir du découvreur du vaccin contre la poliomyélite, Jonas Salk, qui a refusé de faire breveter sa découverte, qui permet de sauver des

millions de vies. Quand on lui demandait qui « détenait » le vaccin, il répondait : « Eh bien, au peuple je dirais. Il n'y a pas de brevet. Pourrait-on breveter le soleil ? ». C'est cet engagement qui a permis d'éradiquer presque totalement cette maladie à l'échelle mondiale. Ou encore du rapport de force victorieux mené par l'ANC et Nelson Mandela face à l'industrie pharmaceutique pour abaisser substantiellement le coût exorbitant du vaccin contre le SIDA.

C'est un combat européen. C'est également une lutte mondiale et un enjeu majeur de santé publique internationale, alors que la Covid-19 frappe de plein fouet l'ensemble des régions du monde. Le PCF s'engage dès aujourd'hui et pendant l'été pour diffuser la pétition en ligne : <https://www.right2cure.eu/fra> Signez et faites signer la pétition ! ✪

Vincent Boulet
membre du CN
responsable Europe du PCF





Débat organisé par le secteur international du PCF
diffusion sur @pcfmonde à partir 12H30

Vendredi 3 juillet

Frontières fermées, crise sanitaire, droit d'asile bloqué : analyses et perspectives des enjeux migratoires
avec

Thomas Lacroix, chercheur au CNRS et à Migrinter

Florent Gueguen, directeur général de la FAS (Fédération des acteurs de solidarité)

Animé par **Cécile Dumas**

L'été des festivals... et après ?

Le 28 avril, Édouard Philippe annonçait l'interdiction des rassemblements de plus de 5 000 personnes jusqu'à la mi-juillet. Le Festival d'Avignon, celui d'Aix-en-Provence, le Printemps des comédiens, Solidays, Rock en Seine, Les Nuits de Fourvière, le Printemps de Bourges, Hellfest, la quasi-totalité des festivals de l'été 2020 est annulée. Quelques-uns ont pu se maintenir au prix d'une programmation réduite et en se « réinventant ». Des événements ont été repensés, déplacés en extérieur, des mesures sanitaires drastiques et de « distanciation » ont été prises. Mais le compte n'y est pas.

Les difficultés rencontrées par les festivals pendant la crise du Covid ont révélé les contradictions de la vie culturelle française, entre un modèle vu prioritairement sous un angle économique et touristique, et les attentes des politiques culturelles et la dimension structurante des festivals sur les territoires. L'offre de festivals est proliférante en France, signe de la richesse de sa création artistique, mais dans une grande dépendance des équipes artistiques à ce « marché » de l'événementiel, dépendance qui s'avère contradictoire avec la « permanence artistique » nécessaire aux équipes comme au développement culturel des territoires. Les festivals sont pris dans des enjeux de communication territoriale liés au tourisme, au commerce local, à l'emploi saisonnier et n'échappent pas à l'instrumentalisation économique et politique de la culture.

Leur impact sur l'économie des communes est clair : on considère qu'un euro investi dans un festival procure à son territoire d'accueil des retombées économiques pouvant aller jusqu'à 5 euros. Une étude de l'IRMA de 2016 portant sur 8 festivals de musique des Pays-de-Loire indiquait que pour un total de subventions de l'ordre de 2,1 M€, les retombées directes sur les territoires s'élevaient à plus de 9 M€. Autre festival de cette région, le fameux Hellfest, bien connu des amateurs de métal et autres « musiques extrêmes », engendre quant à lui plus de 20 M€ de retombées économiques, sans commune mesure avec les modestes subventions qu'il reçoit.

Le Festival d'Avignon a dû annuler sa 74^e édition, et son « off » aurait pu cette année rassembler plus de 1 500 spectacles. Si la plupart des « grandes » productions nationales et internationales ne sont pour l'essentiel que différées, il n'en est pas de même pour les centaines de créations du Festival Off, pour lesquelles Avignon constitue un « marché du spectacle » qui conditionne souvent la vie économique des compagnies

pour une ou deux saisons. Ce sont des centaines de spectacles qui ne verront pas le jour. Notons que la direction du Festival vient d'annoncer du 23 au 31 octobre 2020 la tenue de la « Semaine d'art en Avignon », clin d'œil au nom donné en 1947 par Jean Vilar à ce qui allait devenir le Festival d'Avignon. 7 spectacles pour 35 représentations, des débats, des rencontres... Belle initiative, mais qui ne suffira pas à juguler l'hémorragie des productions annulées et reportées, et il est hautement improbable qu'un « off » puisse y trouver place.

Lors de sa visio-conférence du 6 mai dernier, Emmanuel Macron, tout en livrant son étonnante vision du déconfinement du monde de la culture, a égrené diverses mesures financières et sociales de soutien à la culture, dont celle – bien venue – de la prolongation au 31 août 2021 des droits aux intermittents (pour lesquels les décrets se font attendre, ce qui n'est pas pour rassurer). Invitant les artistes à « se réinventer », le Président constate doctement qu'il faudra « collectivement s'adapter »... et alors qu'Avignon prend la décision d'annuler, dans la foulée est décidée l'ouverture du Puy du Fou !

Au-delà de la question des festivals d'été, il est clair qu'il relève de la responsabilité de la puissance publique de mettre en place un plan d'urgence en faveur des activités artistiques et culturelles dans leur globalité. C'est ce que demandent l'ensemble des organisations professionnelles. Ces urgences, clairement identifiées, passent notamment par un accompagnement renforcé aux équipes artistiques du spectacle vivant, de l'audiovisuel et du cinéma afin de compenser non seulement les pertes de recettes mais aussi les surcoûts occasionnés par les mesures sanitaires indispensables. Ce plan devra en premier lieu accompagner la reprise de l'activité artistique : commandes publiques, résidences de création, aides à la création, soutien aux tournages... C'est l'avenir de la création comme celui du service public de la culture qui sont en jeu aujourd'hui.

Et bien évidemment, au-delà de ce « plan d'urgence », c'est toute la politique culturelle de l'État et de l'ensemble des pouvoirs publics qui est à remettre sur le métier. Après la bien venue « Convention citoyenne pour le Climat », n'est-il pas temps de lancer la « Convention citoyenne pour la Culture » ?

Nous pourrions la nommer « États généraux de la culture »... ✪

Jean-Jacques Barey, Mirabelle Rousseau

